



Communiqué du SNJ-CGT de l'AFP

## AFFAIRE BOUYGUES (suite) : DEMISSIONS ET COMPROMISSIONS

**Exit donc Bernard Pellegrin, directeur France, et Didier Lauras, rédacteur-en-chef. Pas de regrets à avoir pour ces deux hommes du "clan Massonnet", surtout pour le premier nommé, chef d'orchestre d'une tentative de sabotage du réseau France en province il y a deux ans. Nous ne pleurerons pas leur départ.**

La démission des deux hiérarques ne sera pas inscrite a priori dans leur dossier mais ils se verront proposer d'autres « postes à responsabilités ».

Auparavant la directrice de l'Information avait proposé sa démission. Mais quid du principal responsable ? Depuis le 28 février, la rédaction n'a cessé d'être stigmatisée par celui-la même censé la protéger et la défendre. Emmanuel Hoog a parlé publiquement de « *faute inacceptable* ». Nous avons vu M. Hoog moins empressé d'agir dans la faute à 1.220.000 dollars d'un responsable ayant agit seul sans consulter sa hiérarchie auparavant. Et le photographe haïtien lésé attend encore des excuses publiques, lui.

Aujourd'hui, l'objectif recherché par notre PDG à travers la dramatisation outrancière et la culpabilisation du personnel de ces derniers jours est de démontrer à l'industriel du béton Martin Bouygues que notre PDG mérite de faire partie des grands patrons du sérail et reprendre ainsi la tête de la course à la présidence de France Télévisions. L'allégeance d'une maison à l'esprit service public à un fleuron du secteur privé. Tout un symbole.

Chacun le sait, le "plantage" qu'a constitué l'annonce erronée de la mort de Martin Bouygues n'était pas le premier (et ne sera sans doute pas le dernier). La seule ligne de conduite qui aurait dû s'imposer à la direction peut être ainsi résumée: ni déni de nos responsabilités, ni auto-flagellation.

Ce qui devait arriver arriva. Cette « *catastrophe industrielle* » était annoncée depuis la partition de la rédaction parisienne, les consignes rédactionnelles souvent en dehors des règles de base et de vérification, la multiplication des alertes sur tout et rien, les absurdes "exclusif AFP", le suivisme et la course derrière les chaînes d'info en continu, la pression mise sur les équipes de terrain, héritage de l'ère Massonnet.

Rappelons-nous que peu après son arrivée, le Pdg mettait sa démission dans la balance, par un pitoyable chantage, pour imposer au personnel le déménagement au siège. Avec les résultats que l'on sait, comme vient de le montrer "l'affaire Bouygues". Depuis son arrivée à la tête de l'agence, Emmanuel Hoog tente de créer un rapport de force. Hier le déménagement et la casse de la rédaction, aujourd'hui une renégociation des accords d'entreprise, dont le personnel a a priori tout à craindre pour ce qui est de ses droits.

Les deux journalistes impliqués dans l'erreur auraient été informés qu'ils allaient être convoqués en vue d'une sanction. Pour le SNJ-CGT, pour le personnel, il est hors de question de laisser faire ça. Nous n'accepterons aucune sanction d'autant qu'on est dans le deux poids deux mesures. Si tel était le cas, ceci ne ferait qu'aggraver la crise.

SNJ-CGT, Paris le 6 mars 2015